

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2214-4 et L.2215-1,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.571-6 à L.571-26, R.571-26 à R.571-97,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1 et 2, L.1421-4, L.1422-1, R.1334-30 à R.1334-37, R.1337-6 à R.1337-10-1,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'article 15,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de Chinon en date du 24 juin 2021,

Vu la demande formulée le 20 Mars 2025 par le service Culturel de la Ville de Chinon, afin d'obtenir l'autorisation d'utiliser une sonorisation à l'occasion des « Nuits des lumières »,

Considérant le dossier présenté par le pétitionnaire présentant les mesures de protection prévues pour le public et les riverains, en rapport avec le niveau des émissions sonores qui seront diffusées,

Considérant que cette dérogation est nécessaire pour le déroulement de la manifestation déclarée.

ARRÊTE

Article 1 : Une dérogation à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage est accordée au service Culturel de la Ville de Chinon, à l'occasion des « **Nuits des Lumières** » afin d'utiliser une sonorisation d'une puissance totale de 1 300 watts sur les promenades des Docteurs Mattrais 37500 CHINON :

- **Du Mercredi 13 Août 2025 au Vendredi 15 Août 2025 de 21 h 00 à 00 h 00**

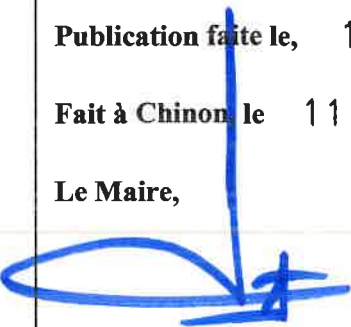
Article 2 : Le pétitionnaire s'engage à prendre toutes dispositions pour respecter :

- la tranquillité du voisinage,
- les horaires annoncés,
- une intensité des dispositifs sonores modérée afin que le public ne soit pas exposé à un niveau sonore portant atteinte à sa santé. Le public ne devra en aucun cas être exposé à un niveau sonore dépassant la valeur de 85 dB(A) exprimée en LAeq (10 minutes).

Article 3 : Le pétitionnaire informera au préalable les riverains de la mise en œuvre de ce dispositif.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Madame la déléguée territoriale d'Indre-et-Loire de l'Agence régionale de Santé du Centre, Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale Intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

<p>Certifié exécutoire par :</p> <p>Dépôt à la Sous-préfecture le, 17 JUIL. 2025</p> <p>Publication faite le, 17 JUIL. 2025</p> <p>Fait à Chinon le 11 JUIL. 2025</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Jean-Luc DUPONT</p>

Fait à Chinon, le 11 JUIL. 2025



Le Maire,



Jean-Luc DUPONT